



CHSCT du 06/05/2020 Déclaration liminaire  
Syndicat FO DGFIP 84

Depuis plus d'un mois et demi, notre pays traverse une crise sanitaire majeure. A l'heure où nous parlons, plus de 25 000 personnes sont décédées des suites du coronavirus en France. Le gouvernement n'a pas anticipé cette situation, il tergiverse et semble dépassé par les événements.

Cette impréparation se constate notamment dans le domaine de la protection sanitaire des salariés et des citoyens. En effet, la France, 6ème puissance mondiale, n'a pas été en mesure de répondre, ces deux derniers mois, à l'enjeu des masques. Concernant les tests, nous affichons encore une capacité trois fois moindre que la moyenne des pays de l'OCDE.

Dans le même temps, le pouvoir en place se fait de plus en plus pressant pour une reprise du travail.

Après deux mois éprouvants pour l'ensemble des agents, en présentiel, télétravail ou en ASA, de nombreuses questions sur le déconfinement se posent et elles sont souvent liées à des problématiques extérieures à la DGFIP. Il en va ainsi de la rentrée scolaire avec des annonces qui ne vont pas faciliter la vie des parents et des enfants (rentrée effectuée sur la base du volontariat en maternelle et en primaire, difficile respect des mesures sanitaires par les enfants).

A la DGFIP, depuis le 17 mars, le plan de continuité vise à assurer les missions essentielles tout en veillant à la limitation des agents sur le terrain. Le début de la campagne d'impôt sur le revenu a toutefois entraîné une augmentation du taux de présence dans les services. Sur ce point, nous vous rappelons que nous demandons le report ou la suspension de cette campagne pour qu'elle puisse se dérouler dans les meilleures conditions sanitaires.

Dans ce contexte, la DGFIP n'échappe malheureusement pas aux conséquences d'une gestion de crise en mode pénurie pour ce qui concerne les dispositifs de protection des personnels et de désinfection des locaux, et si les choses tendent à s'améliorer, certaines difficultés d'approvisionnement demeurent.

Pour FO DGFIP 84, l'après 11 mai ne saurait correspondre à un retour massif des agents dans les services et des usagers dans nos accueils. Nous suivrons avec une très grande vigilance l'application du plan de reprise de l'activité. Il ne faudrait pas que la santé des uns et des autres soit mise en danger du fait d'une ouverture trop rapide de nos différents postes !

C'est la raison pour laquelle, M. le Président, nous vous demandons de mettre en oeuvre les mesures suivantes :

- maintien du maximum de collègues en télé-traitement chez eux, sauf ceux qui réclament à tout prix de rentrer,
- dotation de masques (minimum 2 par jour), de gants et de gel hydro-alcoolique pour tous les collègues en présentiel et respect des gestes barrière par l'administration,
- maintien de la fermeture des guichets de tous les services au public, avec possibilité de réception sur RDV exclusivement,
- demande du maintien des ASA pour les agents dont les enfants de moins de 16 ans ne reprennent pas l'école,
- maintien des ASA ou du télétravail pour les agents fragiles ;
- possibilité de prise des repas sur place (panier ou réouverture des restaurants administratifs et interadministratifs).